



Entre symbole et scepticisme, des Élections sous tensions

Description

Organisées dans des conditions pratiquement impossibles, les Élections municipales de l'État de Palestine qui se tenaient ce week-end en Cisjordanie et à Deir al-Balah laissaient peu de place au débat politique.

Par l'Agence Média Palestine, le 27 avril 2026



Les Palestiniens de Cisjordanie occupée ont voté, samedi 25 avril, pour désigner leurs maires et conseillers municipaux, premières élections depuis le début du génocide à Gaza en octobre 2023, sur fond de désillusions et de choix politiques limités.

Dans un effort symbolique pour relier Gaza à la Cisjordanie et affirmer l'unité palestinienne, les élections ont également eu lieu dans une ville de l'enclave, Deir al-Balah, pour la première fois depuis 20 ans.

Lors d'une conférence de presse à al-Bireh, le président de la Commission électorale Rami Hamdallah s'est félicité d'un processus électoral conduit dans « des conditions extrêmement complexes », tout en soulignant qu'il s'est déroulé avec « intégrité et transparence ».

Selon les chiffres officiels, environ 522 000 électrices ont voté, tandis que 197 collectivités locales ont été remportées par acclamation, avec une liste unique de candidates élues sans

scrutin officiel. Le taux de participation moyen en Cisjordanie s'est élevé à 56 %, avec un pic de 71 % dans le gouvernorat de Salfit, contre seulement 23 % à Deir al-Balah, le taux le plus faible.

Un processus vide de son contenu politique

Ces élections s'accompagnent d'un grand scepticisme pour certain-es, qui y voient un processus vide de son contenu politique en raison de décrets proclamés par l'Autorité palestinienne (AP) annulant les précédentes lois régissant les élections locales. Les nouvelles règles exigent des candidat-es qu'ils ou elles signent une déclaration dans laquelle ils s'engagent à respecter le programme de l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP), dont est membre le parti présidentiel Fatah, et ses accords internationaux.

Cette exigence met fin au débat politique bien au-delà du domaine restreint des services municipaux, non seulement parce que les factions politiques palestiniennes sont divisées sur les accords d'Oslo, les accords ultérieurs et le processus de négociation, mais aussi parce que ces divisions ont un impact direct sur la vie quotidienne des Palestiniens et de leurs communautés, qui leur tour façonnent la politique municipale. En conséquence plusieurs organisations, dont le Hamas, n'ont pas soumis de candidat-es et ont parfois appelé au boycott de l'élection.

Les organisations de la société civile ont condamné les décrets de l'AP, arguant qu'ils restreignent la participation politique et violent les protections inscrites dans le droit international, notamment le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, auquel l'État de Palestine est partie. Les critiques affirment également qu'ils contredisent la Déclaration d'indépendance palestinienne et la Loi fondamentale palestinienne, qui garantissent toutes deux le pluralisme politique et le droit de participer aux affaires publiques.

Interrogée par le magazine +972, la chercheuse Tahani Mustafa considère qu'alors que l'organisation d'élections nationales seraient impossibles, la tenue d'élections locales *constituent le mécanisme le plus simple pour tenter d'insuffler une identité institutionnelle à l'Autorité palestinienne*, qui chercherait avant tout à répondre aux attentes internationales. Ces élections *ne concernent pas tant l'idologie, le dogme ou la politique mais plutôt la prestation de services, surtout à un moment où Israël tente de rendre la vie sur le territoire si insupportable*, ajoute-t-elle.

Un sentiment de futilité

Au cours des jours qui ont précédé le scrutin à Ramallah, aucune affiche électorale n'a été accrochée dans les rues. En effet, Ramallah, où se situe le siège de l'AP, n'organisait pas d'élections ce samedi, de même que Naplouse.

Au lieu de cela, les résultats dans ces deux villes ont été déterminés par un processus dit «*acclamation*», dans le cadre duquel une liste unique de candidat-es est élue sans vote officiel. Dans toute la Cisjordanie, 42 conseils municipaux et 155 conseils de village ont été pourvus de cette manière, représentant la majorité des autorités administratives locales.

Historiquement utilisé dans les petits villages où les familles élargies s'accordent sur les candidat-es, ce processus est désormais appliqué dans les grandes villes bastions de l'Autorité palestinienne, telles que Ramallah et Naplouse, où la mobilisation du Fatah a

d'encourager les adversaires.

« Il y a clairement un sentiment de futilité dans certaines régions », explique sur *Al Jazeera* Zayne Abudaka, cofondateur de l'Institut pour le progrès social et économique (ISEP), « il est plus facile, dans ces régions, de ne tout simplement pas organiser des élections. »

Dans une grande partie de la Cisjordanie, cependant, les attentes étaient faibles. De nombreux Palestiniens voient peu de chances que les élections locales modifient de manière significative leur vie quotidienne, alors que les attaques des colons sont devenues monnaie courante et qu'un réseau de postes de contrôle et de barrières militaires israéliennes étouffe la vie sociale et économique des habitants. Pour beaucoup, la survie a pris le pas sur la participation politique, et nombreux doutent que ces élections aient un quelconque impact.

Mais il faut bien commencer quelque part, c'est mieux que de baisser les bras, affirmait de son côté Rana Abu Farha Rishmawi, présidente de l'Association locale, qui se présentait sur une liste municipale dirigée par le Fatah dans sa ville natale de Beit Sahour, au sud de la Cisjordanie.

« Je me présente pour deux raisons », a-t-elle déclaré au magazine +972. « La première est qu'il s'agit d'un processus démocratique, et je souhaite être témoin et soutenir la démocratie en action. Je vois cela comme une occasion d'encourager les gens à prendre part à la prise de décision. » Expliquant que les habitants se plaignent souvent de la domination des autorités officielles telles que l'Autorité palestinienne, elle a souligné : « Cette fois-ci, la décision leur appartient. »

À Gaza, un scrutin symbolique

Dans la bande de Gaza, ravagée par plus de deux ans de génocide, « ces élections sont symboliques, mais je les vois comme l'expression de notre volonté de vivre », affirmait à l'AFP Mohammed Al-Hasayna, 24 ans. « Nous méritons d'avoir notre propre État. Nous voulons que le monde nous aide à surmonter la catastrophe de la guerre. »

Mais dans un territoire où l'entière de la population a été déplacée de force, parfois à plusieurs reprises, la tenue d'élections relève d'un défi d'organisation. Le scrutin organisé dans une seule ville de Gaza revêt un caractère essentiellement symbolique, les responsables le qualifiant de « pilote ». Deir el-Balah a été choisie car c'est l'une des rares zones de Gaza à ne pas avoir été détruite par les forces israéliennes.

Mais alors que de nombreuses personnes vivent à Deir al-Balah après avoir fui les bombardements, les élections de samedi se sont appuyées sur un registre de population antérieur, excluant les nouvelles arrivées. Samer Omar, qui a fui le quartier de Zaytoun à Gaza en octobre 2025 et vit désormais à Deir Al-Balah, se confie sur ce sujet au magazine +972 : « Nous voyons les publicités de campagne, nous voyons les candidats s'adresser aux jeunes, et nous sommes complètement exclus de l'équation. »

Il rapporte une rencontre dans un restaurant où un militant s'est approché de sa table pour encourager le vote. « Je l'ai interrompu et lui ai dit que nous venions tous du nord », a raconté Omar. « Il est levé sans même excuser et est dirigé vers une autre

table. Dans qu'il s'est assis, il leur a demandé : « Êtes-vous de Deir al-Balah ou d'un autre quartier ? » Ahmad Hallas, un homme de 34 ans du quartier de Shuja'iya à Gaza, fait part d'une frustration similaire. « Nous avons perdu nos maisons. Mais cette guerre veut tout nous prendre. Mère notre voix. »

De même qu'en Cisjordanie, la plupart des listes étaient soutenues par le mouvement Fatah du président Mahmoud Abbas ou par des candidats indépendants, sans participation officielle du Hamas ni d'autres partis politiques. La liste soutenue par le Fatah a remporté 6 des 15 sièges.

date créée
2026/04/28